

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 11 juin 2018

Poker menteur... pour les travailleurs

À ma droite, Total, géant mondial du pétrole, 8,6 milliards de profits l'an dernier, ses dizaines de raffineries et ses dépôts de carburant. À ma gauche, quelques milliers de producteurs de colza. Total veut remplacer dans ses agrocarburants l'huile de colza par de l'huile de palme de Malaisie et d'Indonésie. Des petits poucets contre Goliath ? Rien n'est moins sûr...

Derrière le syndicat des agriculteurs FNSEA, qui organise les blocages en cours depuis dimanche soir, on trouve le groupe Avril. Le précédent président de la FNSEA, Xavier Beulin, cumulait cette casquette et celle de PDG d'Avril. Sous sa direction, cette coopérative est devenue une vraie multinationale : des profits par dizaines de millions, un chiffre d'affaires en milliards et 7 200 salariés dans 22 pays. Total qui passe à l'huile de palme, c'est, selon la FNSEA, amputer le marché du colza de 25 %. Avril joue donc gros dans cette histoire.

La filière colza en France

À l'origine, Avril s'appelle Sofiprotéol. Il organise une filière de production de protéines végétales pour le bétail, à base de colza, pour contrer le soja américain. Dans les années 1980, Sofiprotéol fabrique de l'agrodiesel (et non du biodiesel : il pollue comme les autres). L'entreprise transforme le colza, produit des huiles alimentaires ou cosmétiques, comme la glycérine, et domine de plus en plus les agriculteurs qui la fournissent. Ses commerciaux vendent les semences, mais aussi suggèrent quelle machine acheter, quel engrais utiliser, quels travaux faire pour « moderniser » la ferme. Une fois endettés, les agriculteurs n'ont plus le choix. Il leur faut produire le plus possible et vendre leurs récoltes à Sofiprotéol. Autrement dit, la structure qui devait les protéger de la domination des industriels américains du soja les a réduits, sinon en esclaves, du moins en salariés surexploités.

La politique de la FNSEA

Que les producteurs de colza se défendent contre la multinationale Total est bien normal. Et qu'ils n'hésitent pas à bloquer les raffineries, au risque de provoquer une panne sèche générale, ne devrait pas susciter notre opposition, mais au contraire notre envie d'en découdre contre Macron et nos

propres patrons. Et puis, pour une fois, agriculteurs et écologistes sont d'accord, car l'huile de palme est à l'origine de désastres écologiques importants en Asie du Sud-Est.

Mais le colza est-il plus vertueux ? Les agriculteurs ne sont-ils pas contraints, rendement et donc rentabilité oblige, d'arroser les champs de pesticides ? Et si les agriculteurs l'emportent face à Total, qui garantit qu'Avril leur paiera un prix correct ? La FNSEA a sa réponse : alléger... le coût du travail saisonnier ! Autrement dit, intensifier l'exploitation des plus précaires des travailleurs des champs. Elle cite en exemple l'Italie, où le travail coûte 37 % de moins... parce qu'il est fait dans des conditions parfois proches de l'esclavage, où l'on va jusqu'à assassiner un syndicaliste, Soumaïla Sacko, tué par balles le 2 juin dernier en Calabre.

Mais du moment qu'Avril préserve ses marges...

Le protectionnisme ne protège que les patrons

La FNSEA et Avril réclament aussi une barrière douanière contre l'huile de palme. Au moment où Macron, ce week-end encore au G7, pose au défenseur du libre-échange, ça ne manquerait pas de sel.

Du reste, la Malaisie et l'Indonésie, premiers pays producteurs d'huile de palme, ne se fient pas à ce sketch. Elles ont activé leurs meilleurs avocats français : les industriels de l'armement menacés de boycott de leur camelote en représailles. Lesquels en feraient payer aussitôt le prix à leurs salariés.

Libre-échange ou protectionnisme, il n'y a pour nous travailleurs que des impasses dans le capitalisme. L'avenir est à une autre société, qui produirait ce dont l'humanité a besoin, en répartissant le travail entre toutes et tous à cette échelle-là aussi. En misant sur la coopération internationale et pas sur la concurrence, qu'elle soit mondiale ou nationale.

Délit d'initié

La direction de PSA a assigné en justice le CE de La Garenne-Colombes pour « trouble à l'ordre public ». Rien que ça ! Comme il s'agit de la gestion des budgets avant la fermeture du site, les salariés se retrouvent empêchés de bénéficier des prestations prévues.

La direction a mis également en place des contrôles systématiques des coffres des voitures sortant du site, considérant que chaque salarié est un voleur potentiel.

Mais qui a volé 1,5 milliard d'euros aux automobilistes en gonflant les prix de vente des pièces détachées ?

PSA-Renault : vol en bande organisée

Le site internet *Mediapart* révèle qu'à partir des années 2000, Renault et PSA se sont entendus pour opérer une hausse de 15 % des prix des pièces détachées pour lesquelles ils sont en situation de monopole. PSA et Renault ont ainsi soutiré environ 1,5 milliard d'euros aux automobilistes en 10 ans.

Un rétroviseur de Clio d'un prix de revient de 10 € vendus 165 €. Une protection de roue de Sandero à 3 €, vendue 25 fois plus cher !

Vu que Renault et PSA pèsent 55 % des ventes de voitures en France, ils nous plument au boulot et nous plument aussi au garage !

À méditer lorsque notre n+1 viendra nous bassiner avec la fumeuse charte éthique made in PSA.

Patrons gagnant-gagnant, ouvriers perdant-perdant

Sur le site de Vesoul, pour faire semblant de négocier, la direction de PSA a modifié un peu son projet de casse des 35 heures. Au lieu de travailler 37h45 par semaine payés 36h, elle propose maintenant 37h45... payées 36h05. Tout ça alors qu'elle supprime 450 postes en 3 ans et veut nous le faire avaler contre seulement 80 emplois potentiellement créés.

Après Vesoul, PSA cherchera à étendre son projet à l'ensemble du groupe. Pas question de laisser la direction et ses copains des syndicats jaunes décider du sort des salariés de Vesoul et de l'ensemble du groupe.

Négocier le retour à l'esclavage ?

L'accord de la direction prévoit 37h45 par semaine payés 36h05, ça fait 1h40 de travail gratuit par semaine, environ 7 heures par mois, un jour gratuit mensuel. Tout cela en maintenant la possibilité de la semaine de 6 jours et du travail pendant la pause... Il faudrait expliquer aux actionnaires de PSA que l'esclavage c'est fini depuis 170 ans.

Usés puis jetés

PSA vient d'annoncer la fermeture pour l'automne prochain du site de pièce de rechange d'Opel à Gonesse dans le Val d'Oise, pour transférer l'activité à 400 km plus loin à PSA Vesoul. Bonjour le cynisme.

Le site d'Opel est bénéficiaire. Mais qu'importe : ce n'est pas assez pour les dirigeants. PSA ne prévoit que des

indemnités « honteuses » pour les 76 salariés d'Opel qui ont presque tous entre 20 ou 32 ans d'ancienneté, 51 ans de moyenne d'âge.

Le chômage ou le lointain déménagement. Inacceptable !

Les travailleurs n'ont pas de patrie

Depuis que Trump a décidé de rétablir les sanctions contre l'Iran et les entreprises qui commerceraient avec elle, le patronat français, PSA en tête, voudrait nous faire pleurer sur son sort.

PSA a annoncé la prochaine suspension de ses activités et c'est le retour du refrain contre le prétendu « diktat américain ». C'est pourtant la loi du capitalisme qu'ils sont si prompts à célébrer qui s'exprime : la loi du plus fort.

On peut parier que PSA va invoquer ce revers pour nous imposer de nouveaux sacrifices. Ceci alors que les ventes en Iran ne pèsent que pour 1 % du chiffre d'affaire mondial de PSA.

Les seuls menacés par ces décisions sont les travailleurs iraniens, en particulier les ouvriers d'Iran Khodro avec qui PSA est associée. C'est à eux que doit aller notre solidarité, certainement pas PSA

« Nous ferons tout pour renverser le cours des choses »

Jeudi dernier, la direction de Ford annonçait vouloir cesser la production de son usine de Blanquefort en 2019. Avec cette fermeture, 910 emplois directs et des milliers d'emplois induits sont menacés dans la région. Ce malgré 7,6 milliards de bénéfices pour Ford en 2017 (10 milliards en 2016) et les 50 millions d'euros d'aides publiques touchées par Ford sur les cinq dernières années « pour le maintien du site ».

« Le départ de Ford est injustifiable et inacceptable », fulmine Philippe Poutou, ouvrier de l'usine. Ses collègues et lui ne se résignent pas devant le départ annoncé de Ford. Ces salariés se battent depuis plus de dix ans contre Ford et sa volonté d'abandonner le site.

Les patrons, on peut les faire reculer. Ce n'est pas leur course aux profits qui doit dicter nos vies.

Chantage à l'emploi, toujours la même chanson

La direction de PSA a fini par obtenir l'accord d'IG Metal sur son plan de compétitivité concernant Opel.

En « échange » d'un maintien des emplois jusqu'en 2023 (après en avoir déjà supprimé 3 700), les collègues d'Opel doivent s'asseoir sur les 4,3 % d'augmentation obtenus dans la branche de la métallurgie.

PSA est devenue experte dans la politique du bâton en mettant en concurrence ses sites. Soi-disant pour conserver les emplois, elle nous oblige à accepter tous les chantages.

Tout ça n'est que mensonge vu les 25 000 suppressions d'emplois ces 6 dernières années. La seule chose que ça rend pérenne, ce sont les profits des actionnaires.